

## **DETERMINANTS ET PERSPECTIVES D'UN DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE AU MAROC**

**De :**

**Miloudi KOBIYH**

**Professeur à l'ENCG d'El Jadida, Département : Economie et  
Management, Université Chouaib Doukkali- El Jadida.**

### **Résumé**

Dans son activité, l'économie engage des ressources naturelles et humaines qui permettent sa croissance, engagement qui fait qu'elle intègre dans sa stratégie de développement des politiques afin de stimuler les potentialités humaines. L'objet de cet article est de s'interroger sur les ressources à développer pour promouvoir la richesse humaine et immatérielle nécessaire pour un développement économique durable. Les principaux apports de cet article consistent d'une part, à présenter les déterminants du développement humain durable et d'autre part, à discuter les éléments permettant à ce développement humain d'être la priorité de la stratégie économique et sociale.

### **Mots-clés**

Croissance économique ; économie de la connaissance ; capital humain ; développement humain ; richesse humaine.

### **Abstract**

In its activity, the economy incurs natural and human resources to its growth commitment that it integrates into its political development strategy to stimulate human potential. The purpose of this article is to question the resources to be developed to promote human and immaterial wealth necessary for sustainable economic development. The main contribution of this paper consists on the one hand, to present the determinants of sustainable human development; and secondly, to discuss the elements for human development to be the priority of economic and social strategy.

### **Keywords**

Economic growth; knowledge economy; human capital; Human Development; human wealth.

## Introduction

Les explications du développement économique sont souvent recherchées parmi les facteurs de la production économique, tels que le capital, le travail et la technologie utilisée. La notion de développement consiste à préserver les équilibres macroéconomiques et à assurer aux générations futures une qualité de vie au moins équivalente à celle des générations présentes. Il s'agit d'une entreprise qui requiert la mobilisation des potentialités humaines. C'est pourquoi il importe d'introduire le rôle de la dimension du comportement humain dans les activités relatives à la croissance économique.

En effet, l'objet de l'économie était au départ d'expliquer comment accroître la richesse des nations. En ce sens, Denison (1962) a étudié les facteurs explicatifs de la croissance des Etats-Unis et il a trouvé que la productivité totale est tributaire de l'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre suite à l'accroissement du niveau d'éducation. Cela fait référence au développement humain qui reflète bien le niveau du bien-être de la population et mesure son évolution.

Certes, la littérature économique a toujours reconnu la qualité du facteur travail et son rôle prépondérant dans le processus de la croissance économique. Les économistes classiques (Smith, Ricardo, Malthus et autres) ont déjà mis en évidence l'importance de la qualité de la main-d'œuvre dans la compétitivité économique. Ils ont montré que la richesse des individus et des nations dépend du niveau de compétences des travailleurs et par conséquent du capital humain.

La théorie du capital humain s'est notamment développée à partir des travaux de Schultz (1961) et de Becker (1964) qui insistent tous les deux sur le rôle de la formation qui est appréhendée comme un véritable investissement. Cette théorie souligne que les connaissances acquises par les individus jouent un rôle crucial dans la société. Selon ladite théorie, l'éducation est un investissement, puisqu'elle est l'instrument qui sert à améliorer la productivité. Ceci met en exergue l'importance de l'investissement éducatif dans la croissance de l'économie. D'après Hugon (2005), une augmentation soutenue de la production économique est conditionnée par un accroissement du niveau d'éducation et par conséquent de la qualité de la main d'œuvre.

La spécialisation de la main-d'œuvre suppose qu'il existe différents types de tâches et que chaque individu effectue la tâche qu'il maîtrise le plus afin d'améliorer sa qualification. Cette amélioration est rendue possible grâce aux travailleurs ayant l'aptitude pour exercer des tâches spécifiques. Cela a engendré la notion de main d'œuvre qualifiée qui met en lumière l'amélioration de la qualité productive liée à l'évolution de l'organisation de la production.

Dans ce contexte, le rôle des innovations est essentiel dans la croissance économique, puisque la contribution du capital humain constitue une ressource capitale dans le secteur de la recherche et développement autorisant l'émergence de nouveaux produits et procédés de production. En effet, la littérature récente sur la croissance met en exergue la relation entre le capital humain et la croissance et propose des modèles basés sur l'activité concernant la recherche et développement (Romer, 1990). Ce modèle met en évidence la relation intrinsèque entre l'activité de recherche dans le processus d'innovation et la croissance économique.

Il est question donc de s'interroger sur les ressources à développer pour promouvoir les potentialités humaines nécessaires pour la croissance économique. Une attention particulière sera portée au capital humain et à son rôle déterminant dans le processus de développement économique du pays. Par conséquent, il s'agit d'examiner ce que la politique de développement du capital humain et de l'économie de la connaissance pourra apporter en termes de richesses humaines et immatérielles pour amorcer cette croissance économique.

Ainsi ce travail poursuit deux objectifs, le premier consiste à montrer les limites et les insuffisances de la croissance de l'économie marocaine. Le second objectif vise à étudier la complémentarité entre le développement humain, la richesse des ressources immatérielles et la croissance économique. Dans cette perspective, il est d'abord question de présenter le contexte de l'économie marocaine et montrer que l'intégration d'une stratégie de développement humain apporte des moyens de prospérité en termes d'économie immatérielle ; ensuite, discuter l'impact potentiel de la richesse humaine et immatérielle sur les perspectives de la croissance économique.

## **1 Le contexte socioéconomique marocain**

### **1.1 Le contexte socioéconomique marocain en chiffres**

L'économie marocaine a pu consolider sa croissance en 2013 avec un produit intérieur brut en croissance de 4,6% après 2,7% en 2012. Cette performance est imputable surtout à la bonne vitalité de l'agriculture. Hors agriculture, la croissance du PIB a atteint 4,5% malgré le contexte défavorable qui résulte du ralentissement de la croissance mondiale. Et ce car l'économie marocaine est très dépendante de la zone euro surtout de deux pays : Espagne et France qui absorbent à eux seuls 40 % des exportations du pays.

D'après le PNUD (2010), le Maroc présente une croissance modérément élevée et peut parvenir à se hisser parmi les pays les plus performants. D'autre côté, le pacte national pour l'émergence industrielle, PNEI (2009-15), permet la consolidation de la compétitivité et constitue un cadre stratégique important pour la redynamisation du secteur industriel. Dans ce contexte, les nouvelles industries de l'aéronautique et de l'automobile présentent un gisement important d'innovation, ces secteurs enregistrent des fortes hausses à l'exportation avec plus de 20% et plus de 14% respectivement.

Depuis les années 90, le Maroc s'est engagé dans un vaste processus de réformes économiques et sociales majeures dans le domaine de l'éducation, de la santé et de la lutte contre la pauvreté. Les politiques sociales actives semblent avoir apporté des changements majeurs au Maroc (PNUD, 2010). En effet, au cours des 40 années menant à 2010, l'espérance de vie a augmenté de 20 ans au Maroc.

A cet effet, il convient de mentionner l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base pour la population au travers du développement du Régime d'Assistance Médicale (RAMED), destiné aux plus démunis, et l'extension de la couverture médicale qui s'inscrivent dans la politique de réduction de la pauvreté. En plus, les efforts déployés dans le cadre des programmes d'alphabétisation ont abouti à une réduction substantielle du taux d'analphabétisme de la population âgée de 10 ans et plus, de 43% en 2004 à 28% en 2013.

Néanmoins, en 2013 l'accès aux soins de santé est resté limité, puisque plus de la moitié de la population (51%) ne bénéficie pas d'un système de couverture médicale. Seuls 34% de la population est couverte par l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO), des régimes internes, mutuelles et entreprises d'assurance. Quant à la RAMED, seulement 15% de la population est couverte par ce régime fin juillet 2013.

Au demeurant, malgré les performances encourageantes et l'amélioration de la situation économique dans son ensemble, le pays connaît toujours des défis posés surtout par le chômage des jeunes, entre 15 et 24 ans, qui s'est élevé à 19,1% en 2013. Il résulte principalement du manque de la formation adaptée qui peut répondre aux besoins de l'économie et sa croissance.

## **1.2 Les insuffisances de la croissance de l'économie marocaine**

La croissance économique, par son importance en termes de prospérité, est l'une des préoccupations majeures de la science économique. Les principaux thèmes abordés sont liés à la vitesse de croissance, la création de richesses et l'amélioration des niveaux de vie. Il s'agit d'un domaine d'étude qui s'efforce de trouver et d'expliquer les déterminants de ces processus économiques.

Malgré les progrès réalisés au cours de la dernière décennie, l'économie marocaine ne peut construire sa stratégie de développement sur les seuls secteurs du tourisme, de l'immobilier et de l'infrastructure. En outre, les spécialisations du Maroc sont toujours celles qui caractérisent les pays en voie de développement : trop de produits agricoles et agroalimentaires et pas assez de produits transformés ou manufacturés, il est évident que cela se répercute défavorablement sur son dynamisme et sa compétitivité. Il en résulte que la croissance marocaine demeure en dessous des niveaux nécessaires pour assurer le décollage économique du pays.

Depuis 1983, la politique économique, axée beaucoup plus sur la préservation des équilibres macroéconomiques, n'a pas favorisé le développement du capital humain et la promotion de la richesse immatérielle. En ce sens, la croissance économique est restée toujours insuffisante et propulsée souvent par des secteurs qui ne reposent pas sur un développement humain distinctif, et n'engendrent pas une répartition équitable des ressources.

Il en ressort que la politique économique devrait dorénavant accorder une place importante au développement humain à travers la qualification des ressources humaines, la réallocation des ressources en faveur des populations défavorisées et la réunion des conditions pour une croissance économique forte, durable et génératrice d'emploi.

L'objectif est d'améliorer les indicateurs du développement humain, notamment la valorisation des ressources humaines et des compétences par l'éducation, la formation et la lutte contre l'analphabétisme, et ce pour une richesse humaine qui constitue, dans l'économie d'aujourd'hui, le véritable levier de la croissance économique. Il est évident donc de constater que cette accumulation de capital humain aura un impact positif et significatif sur la croissance de l'économie.

En effet, le Maroc connaît une rareté dans la main d'œuvre qualifiée : seulement 11,8% des marocains ont achevé des études supérieures, contre 32,4% des tunisiens (Taamouti, 2010). Il convient par conséquent de mettre en œuvre des réformes axées sur la croissance économique afin d'augmenter le retour sur investissement de l'éducation et rendre la croissance

économique durable. Il est impératif que cela puisse favoriser la création d'opportunités d'emploi et propulser davantage le développement humain.

Par ailleurs, comme le développement de la recherche et le processus d'innovation constituent un facteur central dans la croissance économique, il est donc évident que les progrès réalisés en matière de développement économique auront à leur tour des impacts effectifs et réels sur les activités relatives au développement humain.

## **2 Le développement du capital humain**

### **2.1 Les déterminants du développement humain**

#### ***2.1.1 Capital humain et capital immatériel***

Il convient tout d'abord de faire la différence entre capital immatériel et richesse immatérielle. La richesse des actifs immatériels ne peut être considérée uniquement comme capital dans le sens d'une classification et évaluation. Néanmoins, elle fait appel aux aspects culturels et sociaux, puisque ces actifs ne se réduisent pas à la recherche et développement, brevets et marques.

Le capital immatériel recouvre tous les actifs intangibles d'une économie, il comprend plusieurs catégories telles que les compétences détenues par les individus, le savoir-faire industriel et les différentes aptitudes et qualifications. Le capital humain représente l'une des composantes principales de ce capital, il joue un rôle décisif dans la constitution du capital immatériel. Ces deux types de capitaux sont liés mais différents (Bessieux-Ollier et Walliser, 2010), en effet toutes les composantes du capital immatériel sont le résultat de l'effort humain.

C'est ainsi que les qualifications des individus pour le travail représentent leur richesse humaine qu'ils offrent à la nation, et donc le potentiel de croissance économique du pays. La nécessité est apparue d'investir dans le capital humain à travers les politiques d'éducation et de santé. Ainsi le facteur humain ne cesse d'être considéré comme un élément fondamental et indispensable aux gains de productivité à côté des progrès scientifiques et technologiques.

Le capital humain est généralement évalué à partir des indicateurs comme le taux de scolarisation (Barro, 1990). Il est aussi possible d'utiliser des estimations plus directes de ce capital en employant le nombre moyen d'années de scolarité de la population de plus de 25 ans, ou encore la répartition de la population active en fonction de son niveau de scolarisation, qui représente un indicateur de capital humain plus précis (Pigalle, 1994).

En effet, le capital humain est souvent mesuré par des variables liées à l'éducation et à la santé, telles que le pourcentage de scolarisation au primaire ou l'espérance de vie à la naissance. Ces variables sont considérées comme importantes parce qu'une population en bonne santé est une population qui peut déployer des efforts et acquérir des compétences et aptitudes. A cet effet, l'amélioration des variables liées à ces facteurs permet d'augmenter la capacité de création, de conception et d'utilisation des nouvelles technologies.

Lepage (1978) souligne à cet effet que la notion de capital humain renvoie aux aptitudes, connaissances, compétences et qualifications dont disposent les individus. La théorie du capital relève de la science économique et s'occupe d'analyser et d'expliquer comment se

développent ces qualités dans le cadre de l'activité économique, et comment se forment les relations et les différents types de comportement économique. Le capital humain est en effet un facteur essentiel pour la production, il exige une main-d'œuvre qualifiée et en bonne santé pour constituer un facteur important pour la croissance.

Ainsi le rôle de la formation du capital humain est mis en exergue et devient l'ensemble des compétences et des capacités productives, il est constitué entre autres par la socialisation professionnelle qui permet d'approprier ces aptitudes dans la pratique. Ce capital s'acquiert, s'accumule, se déprécie et intègre évidemment les facteurs relatifs à la santé des individus.

Le rôle direct du capital humain est la production, mais il peut aussi servir comme complément aux autres facteurs et ressources utilisés dans l'activité économique comme les ressources naturelles. En ce sens, l'éducation et la formation jouent un rôle grandissant dans la constitution de ce capital, elles peuvent faire face par conséquent au principe des rendements d'échelle décroissants, comme il est connu chez les autres facteurs de production, tel que le capital physique.

L'apport de cette approche se présente principalement dans l'introduction de l'éducation et la formation à travers le changement de la vision restreinte du capital comme étant un stock physique par une notion plus large incluant le savoir et les connaissances accumulées. Et ce pour une nouvelle économie politique de transition vers un modèle économique durable et humanisé.

### ***2.1.2 Progrès économique et développement humain***

Le développement humain nécessite en vérité de mettre en exergue plusieurs facteurs qui portent sur des éléments déterminants comme l'éducation et l'équité dans la répartition des richesses économiques et le résultat du progrès économique. En revanche, la variable la plus citée et la plus reconnue comme déterminante du développement humain est l'éducation. Ainsi, la qualité de l'éducation est souvent avancée parmi les facteurs s'impliquant directement dans le progrès économique et la richesse des nations.

Le niveau de la variable éducation est souvent mesuré par le taux brut de scolarisation ou par les dépenses publiques consacrées à l'éducation. En effet, la formation présente aide à être plus productif dans le futur. Ainsi, il y a un arbitrage entre le capital humain offert à la production d'aujourd'hui et le capital qui se forme pour un meilleur rendement dans le futur. Il en ressort que la croissance de long terme est intrinsèquement liée à la quantité de capital en formation pour une meilleure productivité future.

Dans le même sens, plusieurs études ont examiné la relation entre l'éducation et les déterminants de la croissance, la plus importante est celle de Barro et Sala-i-Martin (1995) qui s'intéresse à la période 1965-85 couvrant un grand nombre de pays. Cette étude a démontré l'existence d'une relation positive entre le niveau d'éducation mesuré par le nombre moyen d'années d'études et le taux moyen de croissance.

En effet, le progrès économique doit contribuer en principe à améliorer le bien être de tous les individus de la société, et par conséquent à encourager le développement humain. En revanche, la répartition plus égalitaire du résultat de la croissance contribue au progrès économique et social et donc au développement humain.



D'autre part, la qualité et la quantité des services de santé dont bénéficie la population conduisent à de meilleures performances économiques de la société. Une population en bonne santé représente une force de travail capable de produire plus et se caractérise généralement par une espérance de vie plus élevée et un taux de mortalité infantile réduit. Il est évident que l'espérance de vie constitue une variable influençant positivement la croissance parce qu'elle est la résultante de plusieurs variables liées aux bonnes conditions sociales et économiques.

Le principe de développement comme liberté de Sen (2000) articule plusieurs perspectives comme le principe de justice et d'équité. Il s'agit d'un concept utilisé avant par John Rawls qui englobe les droits, les libertés et les opportunités (Adair, 1991). Cette approche, qui réduit les inégalités sociales aux inégalités de revenu, demeure largement restrictive et ne permet pas de résoudre le problème des différenciations en termes de capacités, concept élaboré par Amartya Sen (Sen, 2000). Il s'agit de raisonner en termes d'égalité d'opportunités pour assurer un développement économique et humain équitable.

La démarche de Sen consiste à engager de nouvelles réflexions sur des nouvelles méthodes pour combattre la pauvreté et lutter contre la précarité. Dans ce contexte, l'amélioration des capacités ou l'augmentation des possibilités de choix impliquent une dotation en liberté que structurent précisément les déterminants du développement humain, à savoir l'éducation, la santé et la répartition équitable des richesses. Les capacités renvoient à la liberté réelle d'un individu pour poursuivre ses objectifs et faire ses choix.

## **2.2 Développement humain et économie de la connaissance**

### **2.2.1 Économie de la connaissance**

Le concept d'économie de la connaissance, ou l'économie du savoir, est considéré comme une nouvelle phase de l'économie fondée sur de nouvelles formes de savoirs au lieu de l'économie fondée sur le travail physique. La notion d'économie de la connaissance est née avec le rôle croissant de la diffusion et de l'utilisation des savoirs dans la compétitivité des entreprises et des nations. C'est ainsi que la connaissance a trouvé sa place centrale dans l'économie.

La connaissance peut être formelle ou tacite ; le premier type est acquis grâce aux institutions d'éducation et de formation, le deuxième type est acquis par la pratique. La compétitivité est dorénavant basée sur les capacités à créer et à utiliser des connaissances. Leur maîtrise revêt une importance stratégique qui vise notamment à accélérer l'entrée dans l'économie de la connaissance qui occupe une place centrale dans l'économie de l'immatériel.

D'après Foray (2000), le terme d'économie de la connaissance permet de caractériser les économies dont la part du capital immatériel dépasse largement celle du capital matériel dans l'activité de production. Le capital immatériel est un ensemble d'actifs qui incluent le capital humain (éducation, formation, santé, compétences), les dépenses de recherche et développement, les droits de propriété intellectuelle et les logiciels, ce qui engendre des actifs immatériels représentant désormais les actifs critiques des entreprises (OCDE, 2006).

La connaissance peut être considérée comme un bien économique qui ne se détruit pas par la consommation, son utilisation génère des externalités positives et de façon illimitée. Elle contribue à l'émergence de nouveaux savoirs tels que les technologies de l'information et de la communication et constitue par conséquent un rouage essentiel de l'économie d'aujourd'hui.

Dans ce contexte, ces technologies jouent un rôle prépondérant dans l'économie de la connaissance. Elles constituent un facteur d'accélération du rythme de l'innovation puisqu'elles constituent la source des innovations de procédés dans l'ensemble de l'économie. Ce type de technologies de l'information et de communication constitue un support à une production plus collective et plus interactive du savoir, dans la mesure où elles permettent une baisse des coûts de transmission, de stockage et de codification des savoirs. Elles constituent par conséquent un facteur important permettant de favoriser la croissance des externalités de connaissances.

L'entrée dans l'économie de la connaissance se caractérise par un changement général dans le mode de production de la connaissance qui devient de plus en plus collectif. Ainsi deux formes de production de connaissances peuvent être distinguées. La première relève d'une volonté délibérée d'accroître le stock de savoir : il s'agit généralement d'une activité relative à la recherche et développement, et la seconde forme de production correspond à l'émergence de nouveaux savoirs qui résulte du processus d'apprentissage organisationnel.

Le savoir améliore la productivité, facilite l'innovation et promeut les avancées technologiques. Ceci est susceptible de qualifier toute l'économie pour un développement humain équitable et durable. Evidemment cela concerne les nouveaux produits et procédés d'organisation, ce qui exige un dynamisme qui développe les processus organisationnels pour une meilleure qualité de l'action économique.

L'innovation est définie comme le développement et l'exploitation économique de nouveaux produits et procédés, elle est l'un des principaux moteurs du processus de la croissance, processus qui se fait par l'amélioration des techniques de gestion et des méthodes de production de biens et services. Néanmoins, l'innovation crée aussi de nouveaux produits qui font partie du capital que les entreprises utilisent pour leur propre activité économique.

Cela demande un décloisonnement entre les activités de recherche et les activités de production. L'objectif poursuivi est de favoriser les liens entre les processus formels de recherche et développement, comme il est reconnu dans les laboratoires, et les processus d'apprentissage qui donnent lieu à la création de savoirs et connaissances comme résultat de l'activité de production.

Le résultat est la réalisation d'une production de valeur par autre chose que l'accumulation de capital physique. Il s'agit de consolider les efforts de mise à niveau en matière de ressources humaines pour l'activité économique. L'objectif est la restructuration économique qui renforce la compétitivité et améliore l'économie pour atteindre un niveau de développement humain élevé.

### ***2.2.2 L'insertion dans l'économie de la connaissance***

Depuis les années 1980, la croissance économique repose sur des éléments liés au savoir et à l'immatériel tels que les connaissances, les savoir-faire et les brevets. Les économies du sud-est asiatique permettraient de faire cette conclusion : les économies qui se développent sont celles qui innovent et donnent de l'importance aux connaissances et à l'immatériel.

Le domaine de l'immatériel est aujourd'hui le facteur clé de succès des économies développées, qui s'est imposé comme un moteur déterminant de la croissance. Trois facteurs



accélèrent l'avènement de cette économie à savoir, l'innovation, le développement massif des technologies de l'information et de la communication, et la tertiarisation continue des pays développés, qui reposent de plus en plus sur les services (Levy & Jouyet, 2006).

Le capital immatériel explique une part croissante des gains de productivité et de la croissance. Selon Abramovitz et David (1996), la croissance du capital immatériel explique plus que 1/5 des gains de productivité au XX<sup>e</sup> siècle et peut passer au 2/3 des gains de productivité au XIX<sup>e</sup> siècle. Au demeurant, il convient de souligner que le capital humain est un facteur particulier de la croissance économique dans le sens où il agit sur tous les autres.

Pour montrer l'importance prise par l'évolution de la connaissance, il y a lieu de noter que le stock de la connaissance doublera tous les 5 ans jusqu'en 2020 et tous les 73 jours par la suite (OCDE, 2003). Dans cette perspective, Boyer (2002) souligne que les pays en développement se trouvent confrontés à une nouvelle dépendance de type cognitif, définie par l'écart grandissant entre les pays ayant atteint un niveau élevé dans les domaines du savoir et de la connaissance et les pays qui manquent de ressources cognitives.

La connaissance doit donc en principe intéresser toutes les économies. L'insertion du Maroc dans l'économie de la connaissance passe par l'attribution d'une place centrale au capital humain et sa richesse, autrement dit à l'éducation, à la formation et en facilitant l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ces éléments permettent d'acquérir le savoir nécessaires et de s'insérer par conséquent dans cette nouvelle économie de la connaissance.

L'économie de la connaissance constitue donc un levier majeur de création de valeur, elle renvoie aux différents attributs des individus comme l'intelligence, l'aptitude et la créativité. Elle joue un rôle important dans la constitution du capital humain et relationnel qui se réfère aux éléments liés aux relations régissant l'activité économique, y compris les relations entre les parties prenantes. Cela fait aussi référence à l'importance de la culture et des valeurs qui fondent le lien économique et social.

En focalisant la vision à long terme sur le savoir, l'objectif est de poursuivre un développement humain durable. Le savoir offre donc la possibilité pour renforcer les capacités humaines à travers l'instruction, la qualification et l'accès au progrès, ce qui réduit la pauvreté, la vulnérabilité et facilite la mobilité sociale.

La notion de développement humain durable fait appel au concept d'accroissement des potentialités des individus dans toutes ses composantes : économique, sociale et culturelle. Elle intègre le renforcement des capacités en vue d'une croissance économique et d'une amélioration des conditions de vie. Ceci passera évidemment par la constitution du capital social et donc du capital humain.

En effet, le développement de la recherche, avec des modes de gestion appropriés, permet de valoriser les ressources pour les mettre au service du développement humain. L'objectif est de disposer d'un système adéquat de production et de mobilisation des connaissances pour le développement, ainsi que la mise en place d'un système d'information qui est au service des questions de développement humain et du renforcement de son rôle dans l'économie.

La société du savoir permet ainsi de doter le pays d'une main d'œuvre qualifiée, productive et durable. Elle favorise le transfert et la maîtrise de technologies et de savoir-faire, ainsi que

l'émergence de pôles de compétences autour de partenariats entre entreprises, centres de formation et unités de recherche.

Ainsi les besoins de cette économie de savoir imposent au pays de disposer d'un système d'éducation et de formation de qualité, avec une politique de recherche et développement conforme à ses objectifs stratégiques.

### 3 Développement humain au Maroc et perspectives de croissance économique

#### 3.1 Développement humain et perspective de croissance

##### 3.1.1 Les mesures du développement humain

Pour mesurer le développement humain, il est courant d'utiliser des indicateurs comme l'indice de développement humain (IDH), l'indicateur de la pauvreté humaine (IPH) et l'indicateur de participation des femmes (IPF).

**L'IDH :** cet indice est publié par les nations unies, il mesure le développement social et culturel d'un pays, l'objectif est de refléter l'espérance de vie à la naissance, le degré d'éducation et le PIB réel par habitant. Cet indicateur repose sur l'idée que le développement consiste à vivre longtemps, à atteindre un bon niveau d'éducation et à disposer d'un niveau de vie décent. La classification des pays selon l'IDH se présente comme suit :

$0,800 \leq \text{IDH} < 1$  : développement humain élevé (Norvège 0,955 en 2012 classé 1<sup>er</sup>)

$0,500 \leq \text{IDH} < 0,800$  : développement humain moyen (Maroc 0,591 classé 130<sup>ème</sup>)

$\text{IDH} < 0,500$  : développement humain faible (Madagascar 0,483 classé 151<sup>ème</sup>).

Le calcul de l'IDH se focalise sur des aspirations telles que l'accession au savoir dans ses différentes dimensions, la disposition de ressources matérielles suffisantes pour mener une vie décente et vivre longtemps et en bonne santé. Il s'appuie surtout sur l'éducation pour refléter les conditions pour que l'être humain puisse mener une vie digne, ce facteur a permis de favoriser le développement humain dans les pays scandinaves tels que la Norvège qui était classée 1<sup>ère</sup> en 2012 avec un taux de 0,955.

Cependant, l'indice IDH fait l'objet de plusieurs critiques :

- seulement trois indicateurs composent l'IDH, ce qui est insuffisant,
- rien ne justifie le choix de l'espérance de vie, de l'éducation et du niveau de vie pour mesurer le développement humain plutôt que celui du respect des droits de l'homme ou des libertés humaines,
- enfin, l'IDH est une moyenne nationale qui masque beaucoup d'inégalités entre les sexes, les régions et les classes de revenus.

Il reste un indicateur qui ne reflète pas la réalité de la procédure adapté par une nation pour mener sa politique de développement humain. En plus, il se base sur le PIB/tête, qui n'est qu'une moyenne, ce qui peut par conséquent dénaturer le résultat.

**L'IPH :** est un indice composite créé par le programme des nations unies pour le développement, l'objectif est de mesurer le niveau de pauvreté au sein d'un pays. En tant qu'une mesure synthétique de la prévalence de la pauvreté, l'IPH est introduit en 1997, il

rassemble les différents aspects du dénuement humain. En effet, il couvre 4 grands aspects de la vie humaine : la capacité de vivre longtemps et en bonne santé, le savoir, les moyens économiques et la participation à la vie sociale.

Pour les pays en voie de développement, cet indice est constitué de l'indicateur de longévité : pourcentage de décès avant 40 ans, l'indicateur d'instruction : pourcentage d'analphabétisme des adultes et l'indicateur de construction de vie, qui est composé à son tour de 3 sous indicateurs qui sont l'accès à l'eau potable, l'accession aux services de santé et le nombre d'enfants moins de 5 ans souffrant de malnutrition.

Le Maroc se place en 67<sup>ème</sup> rang sur 92 pays. Ceci est dû au niveau relativement élevé de pauvreté (39% de la population) et d'exclusion sociale. Ce qui reflète un niveau insuffisant de développement<sup>1</sup>.

**L'IPF** : est une mesure qui reflète la représentation relative des femmes dans les sphères économique et politique. Cet indicateur est introduit en 1995, il mesure les inégalités entre hommes et femmes en ce qui concerne la participation aux activités économiques et politiques. Précisément, il prend en compte les écarts entre les hommes et les femmes au niveau du nombre de sièges parlementaires, les fonctions administratives et l'accès aux postes professionnels et de gestion dans le domaine économique.

Cet indicateur analyse l'équilibre entre les genres dans trois domaines qui sont l'accès au pouvoir de décision politique (calculé par la répartition hommes/femmes au sein des fonctions électives), l'accès à la décision dans le domaine économique et dans les administrations (part des hommes et des femmes parmi les dirigeants et au niveau des postes techniques) et les ressources économiques des hommes et des femmes (via le revenu estimé de chacun des deux genres).

En 2000, avec une valeur de l'IPF de 0,301, le Maroc occupe le 84<sup>ème</sup> rang sur un total de 102 pays. Il précède l'Algérie (92<sup>ème</sup> avec 0,245), l'Egypte (86<sup>ème</sup> avec 0,275) et la Turquie (85<sup>ème</sup> avec 0,280). Toutefois, il est dépassé par des pays comme la Tunisie (75<sup>ème</sup> avec 0,353) et l'Afrique du Sud (18<sup>ème</sup> avec 0,582).

### ***3.1.2 Capital immatériel, développement humain et croissance économique***

Le capital immatériel est une richesse qui constitue un nouveau paramètre qui a son impact effectif sur la vie économique. D'après les chiffres de la Banque mondiale, le Maroc est doté d'un fort capital immatériel représentant près de 75% de sa richesse globale en 2005. Le développement humain vise à ne pas remettre en cause les autres conceptions du développement à caractère économique ou socioculturel. Il postule que le bien être humain est essentiellement la seule finalité principale de toute politique de développement.

A cet effet, le développement humain comporte une dimension de durabilité. Il a pour objet de créer un environnement au sein duquel chaque être humain pourra accroître ses capacités et élargir ses choix. Il vise en effet non seulement à élargir les capacités et les opportunités, mais

---

<sup>1</sup> Selon le rapport de la direction de la politique économique générale : aspects sociaux de développement, ministère de l'économie et des finances (2000).

aussi à maintenir un équilibre approprié entre ces performances. Néanmoins, ce développement n'engendre pas seulement la croissance, il distribue également et de façon équitable ses bénéfices.

En ce sens, la durabilité du développement humain ne dépend pas uniquement de la valorisation du capital humain et de la préservation du capital naturel, mais aussi et surtout du renforcement et de la transmission du capital social. Comprendre ces apports conceptuels majeurs du développement humain, c'est donc comprendre la vision et l'ambition qui vise la cohésion sociale, le renforcement du lien social et l'amélioration du bien-être humain individuel et collectif.

La richesse immatérielle repose généralement sur les qualités organisationnelles en termes de savoir-faire, procédés, ressources humaines, ainsi que sur les relations qui se tissent entre les différents agents économiques. Au niveau macroéconomique, la valeur immatérielle globale d'un pays mesure son capital historique, la crédibilité de ses institutions, son dispositif de protection de l'environnement et, enfin, son potentiel humain surtout la jeunesse de sa population.

Pour Schultz (1961) et Denison (1962), l'éducation exerce des impacts potentiels sur la croissance économique, elle constitue le facteur principal de production. Les auteurs qui s'intéressent au sujet de croissance économique donnent une importance particulière à l'accumulation du capital humain et traitent des différents aspects du rôle du capital humain dans la croissance (Lucas 1988, Romer 1990).

A ce propos, les nouveaux pays industriels, comme la Corée de Sud, qui ont favorisé l'enseignement ont pu enregistrer un progrès remarquable en matière de développement humain et de constitution de capital humain. Ces pays ont mis en place des plans de formation qui s'adaptent aux exigences du marché du travail et qui permettent la croissance économique.

Dans le même ordre d'idées, il semble que la croissance est plus déterminée par des facteurs endogènes immatériels tels que la production des idées, des connaissances et des savoirs (Boyer, 2002). Ceci met l'accent notamment sur l'éducation, la santé, la culture et la richesse des nations d'une manière générale.

C'est ainsi que l'éducation et la croissance semblent être intrinsèquement liées. Les voies d'analyse développées concluent toutes à l'impact positif de l'éducation sur le niveau et le rythme de la croissance. Le niveau d'instruction de la population active représente en effet sa qualification pour le travail. Ce sont des initiatives censées générer de la richesse humaine et économique. En retour, la croissance économique est censée générer et diffuser le progrès social et humain.

Cette richesse humaine fait qu'une attention particulière est donnée aux périodes les plus sensibles : les investissements dans l'éducation de la petite enfance et les efforts en matière d'opportunités d'emploi pour les jeunes sont autant de mesures qui permettent d'améliorer les compétences et les capacités vitales et donc le développement humain (PNUD, 2014).

Le savoir ne doit pas être limité aux activités qualifiées d'intellectuelles qui omettent volontairement la dimension pratique des savoirs. Il convient par conséquent de prêter une attention particulière à ces métiers dits manuels qui procurent une qualification de travail riche de sens et se caractérisent par une forte utilité sociale. De ce point de vue, le développement humain conçoit une très large vision qui consiste à concevoir le développement comme processus de libération des potentialités, énergies et créativité humaines.

En ce sens, les avancées réalisées en matière de technologie et d'innovation sont encore plus prometteuses quant aux possibilités de mener des vies plus longues, plus saines et plus sûres. Sauf que ces développements sont guettés par la vulnérabilité. Les grandes réalisations dans des domaines critiques du développement humain, notamment la santé et la nutrition, peuvent être rapidement minées par une catastrophe naturelle ou une crise économique (PNUD, 2014).

En effet, les dégradations de l'environnement engendrées par l'activité humaine peuvent compromettre l'activité de développement humain. Cela nécessite l'adoption de nouveaux modes de production et de consommation profondément ancrés dans la durabilité et soucieux de préserver les ressources naturelles, avec le recours aux nouveaux modes d'organisation et aux nouveaux modes de vie.

Les conséquences de la dégradation de l'environnement sont multiples comme l'augmentation des coûts de santé et les dépenses colossales nécessaires pour renouveler une ressource ou réparer l'environnement dégradé. Dans ce cadre, plusieurs éléments à prendre en compte pour remédier à ce fléau comme les questions liées au respect des normes sociales et environnementales, ou encore le renforcement de la cohésion sociale et la réduction des inégalités qui permettent de maintenir le bien être individuel.

Ainsi, le progrès économique peut être considéré comme une amélioration du bien-être à la fois individuel et collectif. Il s'agit d'un processus qui engendre une augmentation du revenu et améliore l'état de la population à la fois sur le plan de la santé et de l'éducation. En revanche, le progrès social exige une répartition plus égalitaire des fruits de la croissance.

En somme, il s'agit de favoriser l'épanouissement individuel, à travers le développement humain, pour favoriser l'épanouissement collectif via le développement économique et social. En effet, grâce à ce développement à plusieurs dimensions, les êtres humains bénéficient des changements que ce progrès entraîne. Ce développement doit se faire au bénéfice de tous, équitablement, et doit se construire avec la participation de chacun.

### **3.2 Le développement humain comme une priorité de la stratégie économique et sociale**

#### ***3.2.1 Politique socioéconomique et formation du capital humain***

Investir dans les ressources humaines, c'est développer les performances. Cet investissement doit être autant prioritaire que les autres investissements. En effet, la politique des ressources humaines vise à améliorer la productivité et donc la rentabilité de ces mêmes investissements. La formation joue ici un rôle important, tout comme le système éducatif et le système de santé dont l'efficacité doit sans cesse être améliorée afin de garantir un niveau de développement humain élevé.

La formation professionnelle au Maroc dispose d'un ministère propre et d'une structure publique en charge de sa gestion et de prestations de formation : l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPPT). L'office constitue un levier de la formation professionnelle puisqu'il a recueilli en 2007 près de 70% de la taxe pour la formation professionnelle (TFP).

Le cas le plus parlant au Maroc est l'essor de l'aéronautique qui ne peut se faire sans formation. Ce domaine est en plein développement et qui profite d'un phénomène d'externalisation à l'échelle mondiale. Ainsi l'accent a été mis sur la formation afin de développer une main d'œuvre qualifiée et compétitive, en ce sens l'OFPPPT a été impliqué dans la préparation de ces formations, et ce depuis 2006 (Interface, 2007).

Par ailleurs, la mise en œuvre de l'initiative nationale pour le développement humain (INDH), en mai 2005, marque également une importante mutation dans le domaine de la promotion du secteur socio-économique et le développement des compétences. A cet égard, le concept de développement humain vise également à concilier la justice et l'équité sociales avec un impératif clair d'efficacité et de croissance économique. C'est pourquoi toute discrimination liée au genre, ou à des critères socioéconomiques, ethniques et culturels est fondamentalement contreproductive au regard du développement humain. Cela menace la cohésion sociale et l'efficacité économique.

Il convient par conséquent de prêter une attention particulière à la politique économique et sociale appropriée à long terme en entreprenant une démarche stratégique qui prenne en compte le développement humain et assure un meilleur financement de ce dernier. Il s'agit d'impulser la croissance économique, l'emploi et promouvoir le développement afin de relever les défis liés à la mondialisation qui requiert une main d'œuvre qualifiée.

Lorsque la vulnérabilité est envisagée sous l'angle du développement humain, l'attention est mise sur le risque de dégradation des circonstances et réalisations individuelles et nationales. Il s'agit de concevoir des politiques et de proposer des mesures de préparation contre les menaces pour rendre par la suite le progrès du développement humain plus solide (PNUD, 2014).

Il s'agit de lutter contre l'analphabétisme, généraliser la scolarisation, réinsérer des enfants analphabètes avec des programmes spécifiques axés davantage sur l'apprentissage des métiers, et faisant appel à la solidarité nationale pour enrayer l'analphabétisme. L'objectif est de mettre à niveau les ressources humaines en faisant appel à la mobilisation de l'ensemble des acteurs.

Il s'avère donc que l'accumulation du capital humain permet d'accroître la productivité et améliorer l'aptitude à utiliser les technologies disponibles. Il peut également accélérer le rythme des innovations en affectant plus de capital humain dans le secteur de la recherche. En somme, la création de nouvelles technologies nécessite un niveau élevé en termes de capital humain, ainsi l'économie doit disposer de travailleurs ayant un certain niveau de qualification pour imiter ou pour utiliser les technologies importées.

Il en résulte que le Maroc a tout intérêt de privilégier la formation du capital humain afin de saisir les opportunités qu'offre l'économie du savoir pour amorcer le développement humain. Le choix du savoir, en tant que vision à long terme, est motivé par plusieurs considérations



notamment l'accélération du progrès technologique et le développement de la société de la connaissance. Les nations qui ont emprunté cette voie ont pu réussir à émerger en quelques décennies. Le cas de la Corée du Sud est significatif à cet égard.

Doter le pays de compétences humaines implique de mener des politiques publiques de formation et de valorisation de son potentiel humain et de libération des énergies de ce potentiel. Cette intégration suppose une politique économique et sociale orientée vers le développement humain.

En somme, le capital humain revêt une importance qui dépasse les enjeux économiques. L'amélioration du classement du Maroc dans les index des institutions économiques internationales passe nécessairement par son avancement dans l'indice de développement humain dont il occupe actuellement une position qui n'est pas avantageuse.

### ***3.2.2 Acquérir un avantage concurrentiel***

Le Maroc cherche à développer des emplois qualifiés et favoriser sa compétitivité. Cela passe par une politique active qui favorise une croissance durable basée sur l'innovation et le savoir. Les pays qui affichent des progrès économiques rapides, tels que l'Asie de l'Est, ont bénéficié d'une plus grande couverture et de meilleurs investissements en matière de santé, d'éducation et d'emploi. Ils y sont parvenus tout en ayant des revenus et des ressources limités à leur disposition (PNUD, 2014).

Le développement des infrastructures économiques dynamise les nouvelles niches à forte valeur ajoutée, tels que les secteurs des technologies de l'information et de la communication. En effet, la rapidité des mutations technologiques et la recherche permanente des valeurs ajoutées obligent à adopter de nouveaux concepts d'organisation et de production. Conscient de l'enjeu des technologies de l'information et de la communication et de leur impact sur l'amélioration de la compétitivité et de la productivité, le Maroc s'est lancé dans un vaste programme de promotion de ces technologies au sein de l'économie, et plus particulièrement la petite et moyenne entreprise (Interface, 2004).

En plus, les technologies de l'information et de la communication ont un rôle important à jouer dans le processus de modernisation, de mise à niveau et de gain de compétitivité du tissu économique nationale. Ces technologies modifient à terme l'ensemble de l'économie en induisant plusieurs évolutions significatives, notamment une diminution des coûts de production, une amélioration de la qualité des produits et services et une facilitation de l'accès aux marchés.

En 2006, la Banque Mondiale a rendu public son rapport sur la valeur globale de 152 pays. Ce rapport décompose la richesse des pays en part du capital intangible, du capital naturel et du capital matériel. Ainsi, le capital immatériel par définition reflète, entre autres, la qualité de l'enseignement et de la santé. Ce rapport révèle que les États riches immatériellement sont également ceux qui s'endettent le moins.

Depuis plus de dix ans, le Maroc s'est engagé dans des programmes de développement multisectoriel : plan émergence, Maroc vert, plan Azur, programme Halieutis, etc. Pour que ces programmes aboutissent, il est impératif de valoriser le capital humain. Il s'agit du seul actif capable de contenir les secrets de l'avantage concurrentiel durable du Maroc. En toute

évidence, cela permet de gagner en compétitivité et incite l'innovation qui stimule l'investissement dans le développement humain.

Les efforts entrepris par le Maroc en matière de développement humain méritent d'être consolidés, surtout dans un contexte de mondialisation de l'économie et de compétitivité accrue. Dans le même sens, Booth (1998) a montré qu'une amélioration soutenue du niveau d'éducation constitue une condition nécessaire pour la croissance économique. Il en résulte que le capital humain est une ressource essentielle dans toute économie quelque soit son niveau de développement.

Par ailleurs, l'établissement des coopérations offre les clés de la compétitivité qui résident de plus en plus dans l'apprentissage collectif, le développement de formes de collaborations et l'organisation des communautés de travail. Ceci permet à l'individu de contribuer au phénomène cumulatif de création de savoir.

Il s'agit par conséquent de susciter une nouvelle culture favorisant la coopération, la collaboration et le partenariat entre les acteurs (entreprises, collectivités locales, organismes de formation et de recherche) autour d'ambitions et d'aspirations communes. De même, il est important de souligner que l'impact qu'a eu la libéralisation des échanges sur le renforcement du capital immatériel ne peut contribuer efficacement à l'économie du Maroc sans que le facteur humain, qui est un facteur principal constituant sa richesse, soit bien valorisé et exploité.

#### **4 Discussion et conclusion**

Dans ce travail, nous avons essayé de répondre à une question d'une importance capitale qui concerne l'économie marocaine, à savoir quelles sont les ressources nécessaires à développer pour encourager sa croissance. Il s'avère que le développement de la richesse humaine et des ressources immatérielles constituent la pierre angulaire de ce processus de développement. Il s'agit d'un enjeu de taille puisque ces ressources sont déterminantes pour la croissance économique, la promotion sociale, l'amélioration des niveaux de vie et la réduction de la pauvreté et du chômage.

Nous avons commencé par une analyse du contexte de l'économie marocaine, il en ressort que cette économie connaît plusieurs limites et insuffisances qui se présentent principalement dans la limite de la qualification de la main d'œuvre, le chômage des jeunes et le manque de la formation adaptée pour répondre aux besoins de l'économie et sa croissance. D'où l'importance de développer le système éducatif et de formation orienté vers la qualification des jeunes et le développement des compétences.

Les principales entraves au développement du système éducatif au Maroc, sont liées à des facteurs endogènes et exogènes. Les premiers sont attribués à la faible qualité du système et à la faible diffusion de l'éducation sur toute la population. Alors que les seconds concernent le contexte économique et social dans lequel ces politiques éducatives ont été mises en place. En 2007, le Maroc occupe selon l'indicateur de développement humain (IDH) la 130<sup>ème</sup> place, et ce à cause de ses contreperformances dans le secteur de l'éducation (PNUD, 2009).

Pour que les stratégies convergent vers la recherche de l'efficacité économique, il est impératif donc que cela conduise également à la définition de la stratégie des ressources humaines optimisées en effectifs et en qualification. Il s'agit d'une gestion stratégique des

ressources humaines. L'idée est qu'il existe des gisements de ressources internes largement sous développées, d'où la nécessité de mobiliser les énergies et développer l'implication des acteurs économiques.

Depuis les années 90, l'idée d'articuler le potentiel humain et le développement économique s'est particulièrement renforcée. Ceci révèle que le capital humain est une ressource centrale pour le Maroc. Sa croissance économique mérite d'être accompagnée par la formulation d'une stratégie nationale de gestion dynamique des ressources humaines et par une politique économique orientée davantage vers le développement durable.

En effet, l'apport conceptuel du développement humain permet un élargissement du paradigme de développement économique : il s'agit de réfléchir sur le développement économique en intégrant des éléments relevant de l'éducation, de la santé, de la culture et du bien-être humain. C'est ainsi que l'accent a été mis sur les problématiques clés du développement humain et les politiques qu'il faut mettre en œuvre pour hisser le Maroc à un niveau de développement humain acceptable.

L'objectif est d'inscrire cette politique dans une vision plus globale de progrès qui permettrait d'acquérir un développement humain durable. Sa concrétisation serait facilitée par la participation de tous les acteurs au développement notamment le rôle des entreprises. Ceci est censé valoriser la richesse des ressources dont jouit le Maroc, conforter la cohésion sociale et favoriser le renforcement du processus de développement durable.

En ce sens, Hugon (2005) a souligné que la généralisation de l'enseignement primaire, l'acquisition des compétences et l'accès aux technologies des pays avancés par des politiques de copiage ou d'innovation à partir des connaissances disponibles, sont des facteurs déterminants du processus de développement durable des pays d'Asie de l'Est.

En effet, les économies émergentes d'Asie n'ont pas le même niveau de développement. Il y a des économies qui cherchent à créer de nouvelles technologies productives en investissant dans la recherche et développement comme la Corée du Sud et Singapour, et d'autres, notamment l'Indonésie et les Philippines, se concentrent sur les imitations des technologies produites dans les économies les plus avancées.

Enfin, la qualité de vie est un élément important de la performance économique. D'abord parce que toute activité économique devrait avoir pour objet d'améliorer le bien-être des individus, puisque l'économie est en principe au service du social. Ensuite, parce que le système économique a besoin des compétences de ses hommes et ses femmes. Cette qualité de vie dépend essentiellement de la capacité à générer une croissance économique forte, soutenue et durable, une croissance qui constitue une condition sine qua non à tout développement combattant les inégalités qui fragilisent la cohésion sociale et engendrent des tensions sociales.

## Bibliographie

- Abramovitz M. & David P. (1996), « Technological Change and the Rise of Intangible Investments : the US Economy's Growth-path in the Twentieth Century », in *Employment and Growth in the Knowledge-based Economy*, OECD Documents, OCDE, Paris.
- Adair P. (1991), « La Théorie de la justice de John Rawls : Contrat social versus utilitarisme », In: *Revue française de science politique*, 41e année, n°1, 1991. pp. 81-96.
- Becker G.S. (1964), *Human Capital*, National Bureau of Economic Research, Colombia University press, New-York, 187 p.
- Boyer R (2002), *la Croissance, début de siècle*, Albin Michel, Paris.
- Booth, A. (1998), « Initial Conditions and Miraculous Growth: Why is South East Asia different from Taiwan and South Korea? », *mimeo*, University of London, May.
- Barro R. (1991), « Economic growth in a cross section of countries », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 106, no. 2, (pp.407-443).
- Barro, R. and Xavier Sala-i-Martin (1995), *Economic Growth*, New York: McGraw-Hill.
- Bessieux-Ollier, C. et Walliser, E. (2010), « Le Capital Immatériel : État des lieux et perspectives », *Revue Française de Gestion*, Vol 36, N° 207, pp 85-92.
- Curien N. & Muet P.-A. (2004), « La société de l'information », *Lettre du CAE*, n°3/2004.
- Denison E. F. (1962), « Sources of Growth in the United States and the Alternatives before US », *Supplement Paper No. 13*, New York: Committee for Economic Development.
- Foray D. (2000), *L'économie de la connaissance*. Ed. La découverte, coll. Repères, n°302.
- Hugon P. (2005), « La scolarisation et l'éducation : facteurs de croissance ou catalyseurs du développement ? », *Mondes en Développement*, 33(132).
- Interface (2004), « Initiatives du gouvernement en faveur des commerçants et artisans », *Revue du commerce et de l'industrie*, n°1, Rabat.
- Interface (2007), « Accords de libre échange Maroc-Etats Unis : une plate forme pour le développement des échanges et des investissements », *Revue du commerce et de l'industrie*, n°8, Rabat.
- Lepage H. (1978), *Demain le Capitalisme*, Collection Pluriel dirigée par Georges Liébert : Librairie générale française.
- Levy M. & Jouyet J.-P. (2006), *L'économie de l'immatériel : La croissance de demain*, Rapport de la Commission sur l'économie de l'immatériel. Paris; Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.
- Lucas R. (1988), « On the mechanics of economic development », *Journal of Monetary Economics*, Vol. 22, no. 1, pp.3-42.
- Pigalle F. (1994), « Investissement en capital humain et croissance économique », Thèse de doctorat ès sciences économiques soutenue à l'Université de Limoge, Octobre 1994
- OCDE (2003), *le rapport annuel de l'organisation de coopération et de développement économiques*, les éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *le rapport annuel de l'organisation de coopération et de développement économiques*, les éditions de l'OCDE, Paris.
- PNUD (2009), « Lever les barrières: mobilité et développement humains », *Rapport mondial sur le développement humain*, New York.
- PNUD (2010), « La vraie richesse des nations : Les chemins du développement humain », *Rapport mondial sur le développement humain*, New York.
- PNUD (2014), « Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience », *Rapport mondial sur le développement humain*, New York.
- Romer P. (1990), « Endogenous technical change », *Journal of political economy*, vol. 98, no. 5, 2ème partie, pp.71-102.

- Schultz T. (1961), « Investment in Human Capital », *American Economic Review*, 51, 1961, pp. 1-17
- Sen, A. (2000), *Un nouveau modèle économique - Développement, Justice, Liberté*, Éditions Odile Jacob, Paris.
- Tijani O. (2011), « La Capacité d’Absorption et le Rôle de la Gestion des Ressources Humaines dans l’Appropriation des Connaissances dans les Alliances Stratégiques au Maroc », Thèse de doctorat à l’université de Pau et des Pays de l’Adour.
- Taamouti M. (2010), *Développement humain, entre réalités et perceptions de la population*, Direction de la Statistique, Rabat.